

Mairie de CHAROST

PROCES-VERBAL



Séance ordinaire du 20 décembre 2023



En exercice	Présents	Votants
13	12	13

Le mercredi 20 décembre 2023, à 18h30, le Conseil Municipal de la Ville de Chârost, qui s'est réuni en séance ordinaire et publique salle du conseil, par convocation en date du 14 décembre 2023 et sous la Présidence de M. Ludo Coste, Maire,

Etaient présents :

Messieurs COSTE Ludo, CHAPUS Yvon, JACQUET Christian,
MARTIN Dominique, MERCIER Bertrand, MICOUREAU Jean-Pierre, PAVIOT Etienne

Mesdames BERTON Nathalie, BOISSAY Brigitte, GAZEAU Carole, VERDIER Edithe.
COMPAIN Emilie

Absents : Monsieur BOUCHER Alexandre,.

Pouvoirs : Monsieur BOUCHER Alexandre à Monsieur COSTE Ludo

Monsieur MERCIER Bertrand est nommé secrétaire de séance

Début 18h50

Lecture des décisions prises par délégation

Devis signés

17/10/2023	TRC H-Tube Citerne eaux pluviales (CCPI)	2 942.26 € HT
09/11/2023	SOLOMAT location nacelle	435.60 € HT
13/11/2023	CULTURA cartes cadeaux Noël (CCPI)	420.00 € TTC
14/11/2023	Atelier du Fer rénovation batardeau (pelle canal)	2 470.00 € HT
17/11/2023	Fleurs des sables (CCPI)	1 358.00 € HT
17/11/2023	Fleurs des sables (CCPI)	304.00 € HT
27/11/2023	H-TUBE – fourniture pour les services techniques	1 054.40 € HT
23/11/2023	Cirque Paradiso spectacle de Noël (CCPI)	568.72 € HT
27/11/2023	Malichard (travaux au CTM plateforme pour récupération des eaux pluviales)	8 310.50 € HT

Déclarations d'Intention d'Aliéner

17/10/2023	ZC 276 Le grand faubourg
17/10/2023	ZC 201 et 214 Rue de Castelnau
14/11/2023	ZB 432 Av d'Issoudun et ZB 433 Les Chalets
14/11/2023	ZB 613 Av de la Gare et ZB 614 et 616 Les Chalets

DELIBERATION 51 - Participation financière aux activités sportives

Les activités sportives proposées aux enfants et encadrées par Monsieur AIT TALEB sont reconduites pour la saison 2023-2024. Il disposera gratuitement des salles communales selon le sport exercé.

Les parents devront s'acquitter d'une somme de 10€ annuelle pour les enfants de la commune et 15 € annuelle pour les enfants des communes environnantes, en compensation de la location des salles communales. Cette somme sera inscrite sur la régie de location de salles communales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

De fixer le montant de la cotisation annuelle pour la location des salles communales par enfant

exerçant une activité sportive

- à 10 € pour les enfants de la commune

- à 15 € pour les enfants des communes environnantes

Dit

Que cette somme sera inscrite sur la régie de location de salles communales

Autorise

Monsieur Le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 52 - Participation aux fournitures scolaires – Collège Voltaire

Le Maire fait part à l'assemblée que le collège Voltaire de St Florent sur Cher sollicite une subvention afin de financer les fournitures scolaires des collégiens à hauteur de 40€ par élève.

Pour l'année scolaire 2024/2025, cela concernera 39 enfants de Chârost, ce qui fait un total de 1 560 €.

Après délibéré, le conseil municipal

DECIDE

La participation financière 2024 à hauteur de **35 €** par élève au collège Voltaire de St Florent sur Cher soit un total de 1365 € concernant l'année 2024/2025.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 53 - Attribution d'un numéro de voirie

Les propriétaires de la maison d'habitation située entre le n°58 et le n°62 avenue du 8 mai 1945 ont sollicité l'avis de la commune de Charost par courrier en date du 30 octobre dernier pour que leur soit attribué un numéro de voirie.

Après délibéré, les membres du conseil ont décidé d'attribuer le numéro 60, avenue du 8 mai 1945 aux demandeurs.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 54 - Indemnités de fonction

- Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),
- Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,
- Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,
- Considérant que pour une commune de moins de 1.000 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 40.3%. et que le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 10.70 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, avec effet au 1^{er} janvier 2024 de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du Maire comme suit :
Indemnité actuelle

Nom du maire	Taux et montant de l'indemnité	Majoration éventuelle	Taux et montant définitifs
M. COSTE Ludo	21 %	0	21% 816.77 €

Nouvelle indemnité : 1646.62 €

Base réactualisée : 4085.91 correspondant à l'indice brut terminal 1027/830
Taux maxi en % 40.30 (il n'y a pas de taux minimum)

Tableau récapitulatif des indemnités mensuelles allouées aux maire et adjoints.

Population totale au dernier recensement : 993 habitants

Montant de l'enveloppe globale (maximum autorisé):

Indemnité maximale du maire + total des indemnités maximales des adjoints ayant délégation = 1646.62 + 1311.57€ = 2958.19 €

Indemnités brutes mensuelles allouées **2688.52€**

A. Maire :

Nom du maire	Taux et montant de l'indemnité	Majoration éventuelle	Taux et montant définitifs
M. COSTE Ludo	40.30 % 1646.62	0	40.30% 1646.62 €

B. Adjoints au maire titulaires d'une délégation :

Bénéficiaires	Taux et montant de l'indemnité	Majoration éventuelle	Taux et montant définitifs
1er adjoint :	8.50% 347.30 €	0	8.50% 347.30 €
2 e adjoint :	8.50% 347.30 €	0	8.50% 347.30 €
3^e adjoint :	8.50% 347.30	0	8.50% 347.30 €

Montant total mensuel alloué : 2688.52 €

VOTE : POUR : 11 CONTRE : ABSTENTION : 2

DELIBERATION 55 - Modification du règlement de la déchetterie

Le conseil municipal décide de modifier le règlement de la déchetterie communale comme suit :

A partir du 1^{er} janvier 2024, La déchetterie ne collectera plus le tout-venant compte tenu des réglementations toujours plus compliquées à appliquer.

Seule la collecte des végétaux sera maintenue.

VOTE : POUR : 12 CONTRE : ABSTENTION : 1

DELIBERATION 56 - Délibération et bilan de concertation Zones d'Accélération du développement des énergies renouvelables

Le Maire expose le projet aux membres du conseil municipal concernant l'élaboration des zones d'accélération de production d'énergies renouvelables :

Vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

Vu l'article L.141-5-3 du code de l'énergie ;

La loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, qui vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

En particulier, son article 15 qui permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes, ZAENR).

Ces ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée. (L.141-5-3 du code de l'énergie)

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Toutefois, un comité de projet sera obligatoire pour ces projets, afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet, au plus tôt et en continu.

Les porteurs de projets seront, quoi qu'il en soit, incités à se diriger vers ces ZAENR qui témoignent d'une volonté politique et d'une adhésion locale du projet ENR.

Le rapporteur précise que :

- Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.
- L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local...).
- L'article L.314-41. du code de l'énergie prévoit que les candidats retenus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ou d'appel à projets sont tenus de financer notamment des projets portés par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'implantation de l'installation en faveur de la transition énergétique.
- Les communes identifient par délibération du conseil municipal, **après concertation du public** selon les modalités qu'elles déterminent librement.

Compte tenu de ces éléments, le Maire expose :

- les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAENR pour les ENR (éolien, solaire photovoltaïque sur bâtiment et solaire photovoltaïque au sol dont ombrières sur parking) ont été mis à disposition du public selon les modalités suivantes : registre de concertation du public en mairie ouvert du 04 au 20/12/2023, insertion sur panneau lumineux d'informations et Facebook communal)
- le bilan de la concertation, annexé à la présente décision, et synthétisé ci-après :
- 5 participants pour 5 avis négatifs

Les ZAENR proposées après la concertation sont les suivantes :

- **Éolien (zone 1) :**
parcelles cadastrées section ZL numéros 0019 (surface : 131 870 m²)-0020 (surface : 56 170 m²)-0021 (surface : 27 730 m²)-0022 (surface : 87 390 m²)-0066 (surface : 114 100 m²)-0067 (surface : 143 640 m²)-0068 (surface : 273 030 m²)-0073 (surface : 171 865 m²) présentées sur la carte en annexe.
- **Eolien (zone 2) :**
parcelles cadastrées section ZI numéros 0007 (surface : 56 210 m²)-0008 (surface : 780 m²)-0009 (surface : 380 m²)-0010 (surface : 7 460 m²)-0011 (surface : 1 170 m²)-0012 (surface : 2 980 m²)-0013 (surface : 82 090 m²)-0014 (surface : 90 340 m²)-0015 (surface : 44 900 m²)-0016 (surface : 45 260 m²)-0017 (surface : 111 520 m²)-0018 (surface : 36 530 m²)-0019 (surface : 16 000 m²)-0024 (surface : 14 830 m²)-0025 (surface : 2 810 m²)-0026 (surface : 1 140 m²)-0028 (surface : 11 000 m²)-0029 (surface : 7 890 m²)-0031 (surface : 3 060 m²)-0032 (surface : 1 680 m²)-0033 (surface : 3 160 m²)-0034 (surface : 12 680 m²)-0035 (surface : 4 260 m²)-0036 (surface : 2 290 m²)-0037 (surface : 4 560 m²)-0038 (surface : 9 790 m²)-0039 (surface : 16 940 m²)-0040 (surface : 3 080 m²)-0041 (surface : 4 100 m²)-0042 (surface : 4 290 m²)-0043 (surface : 23 320 m²)-0044 (surface : 19 130 m²)-0045 (surface : 43 030 m²)-0049 (surface : 49 820 m²)-0050 (surface : 860 m²)-0051 (surface : 2 430 m²)-0052 (surface : 1 710 m²)-0053 (surface : 2 220 m²)-0054 (surface : 13 170 m²)-0055 (surface : 28 740 m²)-0056 (surface : 13 980 m²)-0057 (surface : 23 880 m²)-0058 (surface : 28 380 m²)-0059 (surface : 3 970 m²)-0061 (surface : 2 200 m²)-0064 (surface : 1 780 m²)-0065 (surface : 2 590 m²)-0066 (surface : 2 290 m²)-0067 (surface : 1 560 m²)-0068 (surface : 4 790 m²)-0069 (surface : 2 900 m²)-0083 (surface : 53 490 m²)-0084 (surface : 4 060 m²)-0085 (surface : 2 000 m²)-0086 (surface : 24 100 m²)-0087 (surface : 470 m²)-0088 (surface : 1 570 m²)-0089 (surface : 12 710 m²)-0090 (surface : 17 060 m²)-0096 (surface : 1 100 m²),
parcelles cadastrées section ZD numéros 0063 (surface : 23 330 m²)-0068 (surface : 46 240 m²)-0079 (surface : 1 450 m²)-0080 (surface : 2 650 m²)-0081 (surface : 1 890 m²)-0082 (surface : 1 420 m²),
parcelles cadastrées section ZH numéros 0053 (surface : 23 250 m²)-0054 (surface : 39 650 m²)-0055 (surface : 8 800 m²)-0056 (surface : 15 830 m²)-0058 (surface : 21 170 m²)-0059 (surface : 51 730 m²)-0060 (surface : 21 630 m²)-0061 (surface : 57 780 m²)-0062 (surface : 43 120 m²)-0063 (surface : 29 660 m²)-0064 (surface : 37 040 m²)-0065 (surface : 74 430 m²)-0066 (surface : 790 m²)-0067 (surface : 750 m²)-0068 (surface : 800 m²)-0069 (surface : 41 300 m²)-0070 (surface : 1 190 m²)-0071 (surface : 17 230 m²)-0081 (surface : 48 690 m²), présentées sur la carte en annexe.
- **Eolien (zone 3) :**
parcelles cadastrées section ZE numéros 0002 (surface : 58 690 m²)-0003 (surface : 4 570 m²)-0004 (surface : 5 770 m²)-0005 (surface : 14 420 m²)-0006 (surface : 29 500 m²)

m²)-0007 (surface : 16 720 m²)-0009 (surface : 8 930 m²)-0010 (surface : 3 560 m²)-0011 (surface : 1 690 m²)-0012 (surface : 6 210 m²)-0013 (surface : 50 880 m²) m²-0014 (surface : 84 560 m²)-0015 (surface : 117 640 m²)-0016 (surface : 21 260 m²)-0026 (surface : 404 410 m²)-0027 (surface : 87 120 m²)-0028 (surface : 17 540 m²)-0029 (surface : 12 380 m²)-0040 (surface : 6 360 m²)-0041 (surface : 4 582 m²)-0042 (surface : 4 570 m²)-0043 (surface : 65 268 m²)-0049 (surface : 48 587 m²)-0050 (surface : 55 333 m²).

- **Solaire photovoltaïque sur bâtiment (zone 3) :**
parcelle cadastrée section ZD numéro 0039 (surface : 3 947 m²), présentée sur la carte en annexe.
- **Solaire photovoltaïque au sol dont ombrières sur parking (zone 1) :**
parcelles cadastrées section ZA numéros 0070 (surface : 5 770 m²)-0071 (surface : 10 310 m²)-0072 (surface : 4 370 m²),
parcelles cadastrées section ZL numéros 0002 (surface : 30 000 m²)-0003 (surface : 15 930 m²)-0005 (surface : 14 010 m²)-0006 (surface : 1 1180 m²)-0007 (surface : 1 100 m²)-0008 (surface : 4 870 m²)-0011 (surface : 50 370 m²)-0012 (surface : 4 590 m²)-0013 (surface : 31 780 m²)-0014 (surface : 26 190 m²)-0015 (surface : 2 140 m²)-0016 (surface : 40 790 m²)-0018 (surface : 5 410 m²)-0138 (surface : 4 000 m²)-0139 (surface : 29 050 m²)-0150 (surface : 6 724 m²), présentées sur la carte en annexe.
- **Solaire photovoltaïque au sol dont ombrières sur parking (zone 2) :**
parcelles cadastrées section ZL numéros 0032 (surface : 1 962 m²)-0047 (surface : 2 143 m²)-0048 (surface : 2 828 m²)-0050 (surface : 1 292 m²)-0051 (surface : 1 404 m²)-0110 (surface : 3 182 m²)-0111 (surface : 1 207 m²)-0112 (surface : 1 196 m²)-00113 (surface : 1 242 m²)-0114 (surface : 1 139 m²)-0118 (surface : 378 m²)-0119 (surface : 378 m²)-0120 (surface : 4 462 m²)-0179 (surface : 1 231 m²).

Le Maire propose au conseil municipal d'émettre un avis favorable aux ZAENR proposées ci-dessus.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- identifie les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages connexes mentionnées ci-après, ainsi que sur les cartes annexées à la présente décision (il est demandé d'utiliser l'outil de dessin du portail national cartographique ENR), et présentant les surfaces cadastrées :

- **Éolien (zone 1) :**
parcelles cadastrées section ZL numéros 0019 (surface : 131 870 m²)-0020 (surface : 56 170 m²)-0021 (surface : 27 730 m²)-0022 (surface : 87 390 m²)-0066 (surface : 114 100 m²)-0067 (surface : 143 640 m²)-0068 (surface : 273 030 m²)-0073 (surface : 171 865 m²) présentées sur la carte en annexe.
- **Eolien (zone 2) :**
parcelles cadastrées section ZI numéros 0007 (surface : 56 210 m²)-0008 (surface : 780 m²)-0009 (surface : 380 m²)-0010 (surface : 7 460 m²)-0011 (surface : 1 170 m²)-0012 (surface : 2 980 m²)-0013 (surface : 82 090 m²)-0014 (surface : 90 340 m²)-0015

(surface : 44 900 m²)-0016 (surface : 45 260 m²)-0017 (surface : 111 520 m²)-0018
(surface : 36 530 m²)-0019 (surface : 16 000 m²)-0024 (surface : 14 830 m²)-0025
(surface : 2 810 m²)-0026 (surface : 1 140 m²)-0028 (surface : 11 000 m²)-0029
(surface : 7 890 m²)-0031 (surface : 3 060 m²)-0032 (surface : 1 680 m²)-0033
(surface : 3 160 m²)-0034 (surface : 12 680 m²)-0035 (surface : 4 260 m²)-0036
(surface : 2 290 m²)-0037 (surface : 4 560 m²)-0038 (surface : 9 790 m²)-0039
(surface : 16 940 m²)-0040 (surface : 3 080 m²)-0041 (surface : 4 100 m²)-0042
(surface : 4 290 m²)-0043 (surface : 23 320 m²)-0044 (surface : 19 130 m²)-0045
(surface : 43 030 m²)-0049 (surface : 49 820 m²)-0050 (surface : 860 m²)-0051
(surface : 2 430 m²)-0052 (surface : 1 710 m²)-0053 (surface : 2 220 m²)-0054
(surface : 13 170 m²)-0055 (surface : 28 740 m²)-0056 (surface : 13 980 m²)-0057
(surface : 23 880 m²)-0058 (surface : 28 380 m²)-0059 (surface : 3 970 m²)-0061
(surface : 2 200 m²)-0064 (surface : 1 780 m²)-0065 (surface : 2 590 m²)-0066
(surface : 2 290 m²)-0067 (surface : 1 560 m²)-0068 (surface : 4 790 m²)-0069
(surface : 2 900 m²)-0083 (surface : 53 490 m²)-0084 (surface : 4 060 m²)-0085
(surface : 2 000 m²)-0086 (surface : 24 100 m²)-0087 (surface : 470 m²)-0088
(surface : 1 570 m²)-0089 (surface : 12 710 m²)-0090 (surface : 17 060 m²)-0096
(surface : 1 100 m²),

parcelles cadastrées section ZD numéros 0063 (surface : 23 330 m²)-0068
(surface : 46 240 m²)-0079 (surface : 1 450 m²)-0080 (surface : 2 650 m²)-0081
(surface : 1 890 m²)-0082 (surface : 1 420 m²),

parcelles cadastrées section ZH numéros 0053 (surface : 23 250 m²)-0054
(surface : 39 650 m²)-0055 (surface : 8 800 m²)-0056 (surface : 15 830 m²)-0058
(surface : 21 170 m²)-0059 (surface : 51 730 m²)-0060 (surface : 21 630 m²)-0061
(surface : 57 780 m²)-0062 (surface : 43 120 m²)-0063 (surface : 29 660 m²)-0064
(surface : 37 040 m²)-0065 (surface : 74 430 m²)-0066 (surface : 790 m²)-0067
(surface : 750 m²)-0068 (surface : 800 m²)-0069 (surface : 41 300 m²)-0070 (surface :
1 190 m²)-0071 (surface : 17 230 m²)-0081 (surface : 48 690 m²), présentées sur la
carte en annexe.

- **Eolien (zone 3) :**

parcelles cadastrées section ZE numéros 0002 (surface : 58 690 m²)-0003
(surface : 4 570 m²)-0004 (surface : 5 770 m²)-0005 (surface : 14 420 m²)-0006
(surface : 29 500 m²)-0007 (surface : 16 720 m²)-0009 (surface : 8 930 m²)-0010
(surface : 3 560 m²)-0011 (surface : 1 690 m²)-0012 (surface : 6 210 m²)-0013
(surface : 50 880 m²)-0014 (surface : 84 560 m²)-0015 (surface : 117 640 m²)-0016
(surface : 21 260 m²)-0026 (surface : 404 410 m²)-0027 (surface : 87 120 m²)-0028
(surface : 17 540 m²)-0029 (surface : 12 380 m²)-0040 (surface : 6 360 m²)-0041
(surface : 4 582 m²)-0042 (surface : 4 570 m²)-0043 (surface : 65 268 m²)-0049
(surface : 48 587 m²)-0050 (surface : 55 333 m²).

- **Solaire photovoltaïque sur bâtiment (zone 3) :**

parcelle cadastrée section ZD numéro 0039 (surface : 3 947 m²), présentée sur la
carte en annexe.

- **Solaire photovoltaïque au sol dont ombrières sur parking (zone 1) :**

parcelles cadastrées section ZA numéros 0070 (surface : 5 770 m²)-0071 (surface :
10 310 m²)-0072 (surface : 4 370 m²),

parcelles cadastrées section ZL numéros 0002 (surface : 30 000 m²)-0003
(surface : 15 930 m²)-0005 (surface : 14 010 m²)-0006 (surface : 1 1180 m²)-0007
(surface : 1 100 m²)-0008 (surface : 4 870 m²)-0011 (surface : 50 370 m²)-0012

(surface : 4 590 m²)-0013 (surface : 31 780 m²)-0014 (surface : 26 190 m²)-0015 (surface : 2 140 m²)-0016 (surface : 40 790 m²)-0018 (surface : 5 410 m²)-0138 (surface : 4 000 m²)-0139 (surface : 29 050 m²)-0150 (surface : 6 724 m²), présentées sur la carte en annexe.

- **Solaire photovoltaïque au sol dont ombrières sur parking (zone 2) :**
parcelles cadastrées section ZL numéros 0032 (surface : 1 962 m²)-0047 (surface : 2 143 m²)-0048 (surface : 2 828 m²)-0050 (surface : 1 292 m²)-0051 (surface : 1 404 m²)-0110 (surface : 3 182 m²)-0111 (surface : 1 207 m²)-0112 (surface : 1 196 m²)-00113 (surface : 1 242 m²)-0114 (surface : 1 139 m²)-0118 (surface : 378 m²)-0119 (surface : 378 m²)-0120 (surface : 4 462 m²)-0179 (surface : 1 231 m²).

- charge le maire ou son représentant de transmettre, au référent préfectoral et à l'EPCI, les zones identifiées.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 57 - Renouvellement candidature TEN

Renouvellement de la candidature au dispositif T.E.N. (Territoire Engagé Nature)

Face à l'érosion croissante de la biodiversité, la municipalité a pris la décision de s'engager pour la nature. Le territoire communal a un fort potentiel en termes d'espèces faunes, flores et d'habitats, l'Arnon traversant l'espace en est aussi une source importante. Chârost a pris la décision de se mobiliser à travers le dispositif "Territoire Engagé pour la Nature", le TEN visant à faire émerger, reconnaître et accompagner les collectivités dans leurs projets communaux, dans une démarche de progrès en faveur de la biodiversité.

Concrètement, l'engagement dans la démarche permettra à la commune de bénéficier d'un accompagnement de l'Agence Régionale de la Biodiversité et leurs partenaires régionaux et nationaux pour faire émerger et formaliser le volet biodiversité dans l'ensemble des projets que la commune va mettre en œuvre (urbanisme, environnement, réhabilitation énergétique des bâtiments, éclairage public, tourisme, gestion des espaces verts, etc.).

Cela permettra également de valoriser et préserver les espaces du territoire à fort potentiel écologique, d'avoir accès à des animations, de la sensibilisation et des échanges avec la population autour de ces sujets.

La reconnaissance « Territoires engagés pour la nature » n'est pas un critère obligatoire dans l'attribution de financements, mais pourra dans certains cas favoriser l'obtention de ceux-ci auprès des membres du collectif régional (dans la mesure où les projets présentés s'inscrivent dans les modalités de leurs aides).

Après délibéré, les membres du conseil valident le renouvellement de cette candidature à l'unanimité

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 58 - Projet photovoltaïque « Croix Casy »

Après avoir pris connaissance de la Promesse synallagmatique du bail emphytéotique en vue de la réalisation d'une centrale photovoltaïque, le conseil municipal donne son accord de principe à la société « Générale du Solaire » pour entreprendre son projet sur la parcelle ZL 14 lieu-dit « La Croix Casy ».

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 59 – Modification des statuts du SMEACL

Sur une proposition formulée par le Président, le comité syndical du Syndicat Mixte Eau et Assainissement non collectif de Châteauneuf sur Cher – Lapan (SMEACL) s'est réuni le 25 septembre 2023 pour décider les modifications statutaires suivantes :

Article 9 – COMPTABILITE DU SYNDICAT

→ Les fonctions de comptable du SMEACL sont exercées par le responsable du Service de Gestion Comptable de Saint Amand Montrond.

Article 10 – RECETTES DU SYNDICAT

→ Le financement des activités du syndicat est assuré, à titre principal, par les redevances versées par les usagers des services de distribution d'eau potable et d'assainissement.

→ Les recettes du syndicat comprennent également :

- Le produit des emprunts et des cessions,
- Les subventions et aides.

→ **POUR LA COMPETENCE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
UNIQUEMENT**

Une contribution est rendue possible par les dispositions de l'article L. 2224-2 qui permettent aux communes de moins de 3 000 habitants et aux établissements publics qui ne comptent aucune commune de plus de 3 000 habitants de déroger à l'interdiction générale de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des Services Publics à caractère Industriel et Commercial (SPIC).

Ainsi, les communes et la communauté de communes Arnon-Boischaut-Cher adhérentes à la carte au SPANC participent annuellement aux charges de fonctionnement du Service Public de l'Assainissement non Collectif (SPANC). La contribution demandée est fixée par délibération du Comité syndical en fonction du nombre d'installations recensées sur leurs territoires et ce, au 1^{er} janvier de l'année. Le montant de cette participation peut être reconsidéré par le comité syndical si nécessaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :
décide

– de donner un avis favorable à la modification des articles des statuts tels qu'annexés à la délibération du Syndicat Mixte Eau et Assainissement non collectif de Châteauneuf sur Cher - Lapan

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 60 – Nomination suppléant SITS

Le Maire explique que suite à une démission, le conseil municipal doit nommer un(e) suppléant(e) pour représenter la commune au SITS.

Madame Carole GAZEAU se propose pour endosser ce rôle.

Après délibéré, le Conseil Municipal accepte la nomination de Madame Carole GAZEAU au SITS.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 61 – Honoraires d’avocat

Le Maire explique que suite à la saisine du tribunal administratif par un administré, un mémoire a été rédigé, et un dossier a été déposé au tribunal d’Orléans.

Le montant de la facture s’élève à 217.80€ TTC.

Après concertation, Le Conseil Municipal décide d’autoriser le paiement de cette facture.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 62 – Décision modificative budget communal (DM2)

Afin de solder les charges du personnel de l’année 2023, il est nécessaire de modifier les lignes budgétaires comme suit :

Article	Intitulé	Augmentation de crédits
Chapitre 12	Charges du personnel	11 000 €
Chapitre 77	Produits exceptionnels	11 000 €

Afin de régulariser les dépassements de crédit au chapitre 23, un virement de crédit de 8650,00 € du chapitre 13 et de 1440.92 € du chapitre 21 est effectué (ces crédits pouvant être utilisés puisque les dépenses d’investissement sont terminées pour 2023)

Après délibéré, Le conseil Municipal approuve cette décision modificative à l’unanimité.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

DELIBERATION 63 – Rétrocession d'un terrain

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil d'une demande émanant de Madame PENIN relative à une erreur cadastrale sur les parcelles ZC 236 ZC 237 et ZC 238, sollicitant que la Commune lui rétrocède la cour située entre ces parcelles.

Le Conseil à l'unanimité approuve cette demande, la cour située entre les parcelles ZC 236, ZC 237 et ZC 238 lui sera rétrocédée et demande que la rectification soit effectuée.

Cette cour dispose d'une servitude sur le réseau d'assainissement.

VOTE : POUR : 13 CONTRE : ABSTENTION :

QUESTIONS DIVERSES

Yvon Chapus : Questionnement sur la venue d'un Kiné dans les murs de la maison de santé, discussions en cours, consultation avec l'architecte pour la mise en place des machines lourdes.

Rencontre avec un professeur de vielle , discussion sur des concerts, festivals, journées itinérantes...

Bertrand Mercier : Questionnement sur la mise en place de panneaux d'affichage au niveau de l'aire de covoiturage.

Emilie Compain : Demande de modification de zonage à la CCPI (PLUi), vente des terrains à TECALEMIT pour la construction du laminoir (6 000m²).

Fin de la réunion : 21h30